

LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE N° 360

Lettre du lundi 25 novembre 2019

L'EDITO

Après la visite du Président Macron à La Réunion : le hic !

Le ton du discours du Chef de l'État était donné dès ses premiers mots concernant la vie chère : « *La réponse, elle est là, dans cette salle. En aidant les chefs d'entreprise de tous les secteurs de La Réunion à travailler davantage avec la région, et s'inscrire pleinement dans l'Océan Indien (...) pour trouver de nouveaux marchés. Faire baisser leurs prix. Réussir à accéder à ces marchés stratégiques. Exporter davantage et créer de l'emploi ici.* »

Propos frappés au coin du bon sens quand l'on sait que parmi nos handicaps permanents définis à l'article 349 du Traité de fonctionnement de l'union européenne, figure la dépendance économique vis-à-vis d'un petit nombre de produits, en clair nos « micro marchés ». Et que, si l'on ne peut réduire l'éloignement et les risques climatiques, autres handicaps structurels, on peut effectivement agir sur le marché en tentant de l'élargir.

Mais exporter quoi ? Naturellement pas des produits ou des biens qui sont fabriqués ou cultivés ailleurs à des coûts bien inférieurs aux nôtres et qui, pour l'essentiel, constituent la ressource économique de nos territoires. Le sucre et le rhum représentent ainsi 70% en valeur des exportations réunionnaises ! Et on ne va pas exporter de la banane dans la Caraïbe ou en Amérique centrale !

Reste notre « savoir-faire », « notre ingénierie », avec les champions des nouvelles technologies qui commencent à émerger ou à se développer dans nombre de nos territoires comme c'est le cas en particulier à La Réunion.

Alors comment exporter ?

Dans tous les conseils de bon sens donnés aux entreprises qui envisagent de se lancer dans l'aventure, il est certes recommandé d'avoir le « bon produit », de choisir le bon modèle d'affaires et de distribution mais aussi d'avoir une base solide dans son territoire. Être compétitif en Martinique, à La Réunion ou ailleurs avant de vouloir conquérir des marchés extérieurs. **Et là est le hic !**

Est-ce que le gouvernement peut raisonnablement soutenir qu'il donne les meilleures cartes aux entreprises de ce secteur ? Les exonérations de charges sont centrées sur les plus bas salaires alors que ces entreprises, jeunes pour la plupart, embauchent des collaborateurs qu'elles paient heureusement en fonction de leur formation et de leur expertise, c'est-à-dire au-delà des seuils d'exonérations de charges.

Et que dire du Crédit d'impôt, boîte à malice ou à tracas, dont la mise en œuvre relève le plus souvent du parcours du combattant !

Alors exporter, oui ! D'accord à 200% monsieur le Président, mais alors donnez à votre gouvernement consigne ou mission d'assurer le succès de cet appel à nous projeter ailleurs que nous avons bien entendu.

FLASH SPECIAL

La neutralisation de la baisse de l'impact de l'IS pour les investissements dans le Pacifique n'est toujours pas considérée comme une mesure urgente pour le Gouvernement

Lors du vote en séance publique vendredi 15 novembre, l'amendement concernant la neutralisation de l'impact de la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) a été refusé par la ministre au banc, **Agnès Pannier-Runacher**.

Commentaire FEDOM : Alors que le problème a été identifié par les différents ministères et que la problématique connaît déjà des conséquences sur les dossiers de défiscalisation en cours de réalisation, le gouvernement a soutenu que n'ayant pas observé de baisse des investissements, le problème pouvait être réglé ultérieurement. La FEDOM s'alarme d'une telle désinvolture et d'un tel manque de discernement. Ne pas anticiper c'est mettre en danger un dispositif permettant le financement de projets structurant et sociaux (logements), essentiels pour le développement de nos territoires ultramarins du Pacifique.

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Orpaillage illégal en Guyane : le député Gabriel Serville réclame une commission d'enquête parlementaire et des moyens de lutte supplémentaires

Le député de Guyane a alerté le président de la République Emmanuel Macron et la présidente de la commission du développement durable de l'Assemblée nationale sur l'état d'urgence écologique et sécuritaire que fait peser l'orpaillage illégal sur la Guyane. Dans ses deux courriers, le député décrit une situation alarmante sur le territoire guyanais : 90% de la population du Haut-Maroni empoisonnée au mercure, et une explosion historique du nombre des sites aurifères illicites par les garimpeiros dans le Parc Amazonien Guyanais.

<http://outremers360.com/politique/orpaillage-illegal-en-guyane-le-depute-gabriel-serville-reclame-une-commission-denquete-parlementaire-et-des-moyens-de-lutte-supplementaires/>

Risques naturels majeurs outre-mer : deux ans après Irma, les 100 recommandations du Sénat

Deux ans après Irma et dans la continuité d'un rapport d'information qui portait l'an dernier sur la prévention des risques et la gestion de l'urgence, la délégation sénatoriale aux outre-mer a présenté le 14 novembre le second volet consacré à la reconstruction post catastrophe, à l'accompagnement des populations et à la résilience des territoires. Profitant de la venue des élus d'outre-mer au congrès des maires, ces sénateurs ont aussi organisé le 18 novembre une matinée pour échanger sur ces travaux et la centaine de préconisations qui en découlent.

<https://www.banquedesterritoires.fr/risques-naturels-majeurs-deux-ans-apres-irma-les-100-recommandations-du-senat>

RAPPORTS ET ETUDES

Obésité, diabète, hypertension à la hausse en Outre-mer

Un rapport de l'Institut de Recherche et de Développement révèle que les habitants des départements et territoires d'Outre-mer sont plus touchés que leurs compatriotes de l'Hexagone, par les maladies chroniques (obésité, diabète, hypertension...) liées à l'alimentation. Ce rapport a été dévoilé à Paris cette semaine (mardi 17 novembre 2019), dans la perspective d'une déclinaison du futur plan nutrition santé dans les Outre-mer. Un chiffre symbolise les difficultés en matière d'alimentation dans ces territoires ultramarins : en moyenne, plus de 50% de la population est en surpoids. Caroline Méjean, la présidente du collège d'experts à l'origine de ce rapport, précise les principaux enseignements de ce travail consacré aux Outre-mer.
<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/obesite-diabete-hypertension-hausse-outre-mer-774283.html>

DU CÔTÉ DE LA COMMISSION EUROPEENNE

La commission européenne épingle le projet de la France pour 2020

La commission européenne estime que les projets de budgets présentés par plusieurs pays de la zone sont susceptibles de les faire s'éloigner des objectifs qui leur avaient été fixés. S'agissant de la France, dont le déficit doit s'établir à 2.2% du PIB pour 2020, c'est l'effort structurel insuffisant qui pose problème. Selon Bruxelles, l'endettement de la France, qui atteindra 98.9% de son PIB en 2020 devrait croître en 2021 à 99.2% de son PIB.

Source : le Bulletin Quotidien

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Congrès des maires : les élus ultramarins interpellent le gouvernement

Aux premières loges, les maires ultramarins n'ont pas hésité à être des lanceurs d'alerte, au ton ferme, à l'image de Didier Laguerre, maire de Fort de France ou encore de David Riché, le maire de Roura, président de l'Association des Maires de Guyane. « Qu'on donne les moyens aux politiques de faire. On a des projets, on peut les sortir. On a des richesses, du bois, de la ressource halieutique, de l'or, etc... Et pourquoi on n'arrive pas à les sortir ? C'est le message que j'ai voulu lui faire passer. » a affirmé ce dernier.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/congres-maires-elus-ultramarins-interpellent-gouvernement-773147.html>

La Polynésie représentée à la réunion du Centre National de la Biodiversité

Représentant Heremoana Maamaatuaiahutapu, ministre en charge de la Culture et de l'Environnement, le directeur de cabinet du ministère, Maurice Yune, a siégé, jeudi dernier, au conseil plénier du Centre National de la Biodiversité, au ministère de la Transition écologique et solidaire à Paris. Cette session, dédiée tout spécialement à l'outre-mer, a donné lieu à un diaporama expliquant et argumentant la politique du gouvernement de la Polynésie française en matière de préservation de l'environnement en général, mais plus particulièrement en matière de sauvegarde de la biodiversité.

<https://www.tntv.pf/tntvnews/polynesie/environnement/la-polynesie-representee-a-la-reunion-du-centre-national-de-la-biodiversite/>

Les provinces atlantiques et Saint-Pierre et Miquelon réunis à Moncton pour la coopération régionale

La 21ème commission mixte de coopération régionale s'est ouverte lundi 18 novembre à Moncton. Organisés en présence de représentants des provinces Atlantiques canadiennes et de Saint-Pierre et Miquelon, ces échanges ont pour but de conforter ou de mettre en place des partenariats entre les deux régions.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/saint-pierre-miquelon-21eme-commission-mixte-cooperation-regionale-773481.html>

Dix ans d'exonération fiscale sur les nouvelles constructions en Polynésie Française

Le vice-président **Teva Rohfritsch** a présenté en conseil des ministres deux nouvelles lois fiscales pour 2020, parmi lesquelles on retrouve une vingtaine de mesures, dont le prolongement de l'exonération de l'impôt foncier pour les nouvelles constructions. Les secteurs de la pêche, des hydrocarbures, de la santé et du transport aérien n'ont pas été oubliés.

https://www.tahiti-infos.com/Dix-ans-d-exoneration-fiscale-sur-les-nouvelles-constructions_a186805.html

Nouvelle-Calédonie : le débat d'orientation budgétaire 2020 arrêté au gouvernement

Fruit d'un travail collectif mené par les membres du gouvernement et les directions de la Nouvelle-Calédonie, le Débat d'orientation budgétaire (DOB) 2020 dessine « les perspectives de l'institution pour les prochaines années, ainsi qu'une stratégie budgétaire qui devra lui permettre de retrouver l'équilibre indispensable à sa bonne santé financière », explique le membre du gouvernement en charge du budget, **Yoann Lecourieux**. Ce DOB passe au crible les finances de la Nouvelle-Calédonie à travers trois scénarios prospectifs : avec une croissance nulle, une croissance de 1 % par an ou une croissance de 2 % par an.

https://www.ncpresse.nc/Le-debat-d-orientation-budgetaire-2020-arrete-au-gouvernement_a8076.html

Un modèle pour le développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Calédonie

EEC Engie a présenté la deuxième phase du projet « Lifou 100 % énergies renouvelables 2020 » devant des élus et des représentants coutumiers. Un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables, engagé depuis 2017 par EEC et Alizés Energie, qui vise l'autonomie énergétique totale de Lifou pour la fin de l'année prochaine.



Le principe consiste à utiliser les énergies solaires et éoliennes comme sources de production électrique. Mais en raison de l'intermittence de ces sources d'énergies renouvelables, tributaires des conditions de vent et d'ensoleillement, et afin de garantir aux consommateurs une énergie stable et verte, le recours à des solutions de stockage centralisé de grande envergure était nécessaire. Ce qui vient d'être réalisé.

<https://gouv.nc/actualites/19-11-2019/un-modele-pour-le-developpement-des-energies-renouvelables>

A la Réunion, la Cirest lance l'élaboration de son plan face aux enjeux climatiques

Le Plan Climat Air Energie territorial, outil de mise en œuvre des objectifs européens, nationaux et régionaux en matière de qualité de l'air, d'énergie et de climat, contribue à répondre à ces enjeux vitaux sur le territoire de la Cirest. La Cirest propose d'associer les acteurs du territoire et divers partenaires institutionnels à l'élaboration de ce plan autour de 4 ateliers thématiques : l'adaptation du territoire aux changements climatiques, la mobilité, l'énergie et une concertation avec les scolaires.

https://www.zinfos974.com/%E2%80%8BLe-Plan-Climat-Air-Energie-Territorial-La-Cirest-lance-l-elaboration-de-son-plan-face-aux-enjeux-climatiques_a146411.html

VIE DE LA FEDOM

L'outil d'évaluation FEDOM des délais de paiement est toujours en place

La FEDOM a mis en place depuis quelques mois un outil innovant permettant l'évaluation en ligne des délais de paiement des factures des entreprises par les acheteurs publics. Son objectif : quantifier le volume des créances dues et les délais moyens de paiement réels. Les résultats obtenus nous permettront de dresser une cartographie de la dette réelle à l'égard des entreprises par territoire, par collectivité et par type d'acheteur. Cet outil mis en place par les équipes techniques de la FEDOM ne sera pleinement efficace que s'il est renseigné par un maximum d'entreprises ; merci à tous de prendre le temps de le relayer à toutes les entreprises que vous connaissez.

Accéder au logiciel : <https://delaispaiements.fedom.org/>

Agenda de la FEDOM

XVe Conférence de Coopération Régionale Antilles-Guyane

La FEDOM participera à la conférence de coopération Antilles-Guyane ; elle sera représentée à cette occasion par son Vice-président Ernest PREVOT.

VIE DES ADHERENTS

La compagnie du Ponant commande deux navires de plus



Ponant et Fincantieri ont annoncé avoir signé une lettre d'intention pour deux paquebots destinés à Paul Gauguin Cruises. Le contrat potentiel de ces deux paquebots d'expédition de 11 000 tjb et 230 passagers, dérivés de l'actuelle série Ponant explorers, porte sur 300 millions d'euros et comporte une option pour un troisième navire. Sa finalisation interviendra une fois les spécificités techniques et les conditions financières réglées. Les navires seront équipés d'un pack de batteries. Leur livraison est prévue en 2022 pour une exploitation dans le Pacifique sud sous le nom de Paul Gauguin Cruises, compagnie que Ponant a rachetée l'été dernier. Ils viendront s'ajouter au paquebot Paul Gauguin.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/35386-ponant-commande-deux-navires-de-plus>

Labellisation des commerces écoresponsables 2019 par la CCI NC

Le label « Commerce écoresponsable » permet de valoriser les commerçants qui mettent en place des actions concrètes s'inscrivant dans une démarche de développement durable. Dès 2015, la CCI-NC, en partenariat avec l'ADEME, le gouvernement, la province Sud, la ville de Nouméa et le syndicat des commerçants, a mis en place le label « Commerce écoresponsable ».

https://fedom.org/dossier-de-presse_label-commerce-ecoresponsable_2019/

Blocages d'entreprises et appels à la haine en Martinique : les chefs d'entreprise condamnent

Le Medef Martinique, Contact Entreprises et la FEDOM condamnent les blocages répétés de plusieurs centres commerciaux depuis quelques semaines par des associations militant contre la chlordécone. Les socio-professionnels dénoncent également des appels à la haine visant une partie de la population martiniquaise.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/blocages-entreprises-appels-haine-martinique-patrons-condamnent-773109.html>

La Chambre de commerce de La Réunion inaugure son espace "entrepreneuriat"

L'objectif : offrir un espace aux entrepreneurs et porteurs de projet pour qu'ils puissent développer leur activité et obtenir de l'aide de la part des agents de la CCIR. Chaque année, la CCI reçoit 10 000 entreprises et 4 000 porteurs de projet.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/11/20/pour-accompagner-les-entreprises-la-chambre-de-commerce-inaugure-son-espace-entrepreneuriat,110993.html>

La CCISM de Saint-Martin recense les entreprises

Les résultats du RGE – recensement général des entreprises - permettront non seulement d'avoir une image fidèle des activités économiques du territoire et de déterminer le poids réel des entreprises par secteur mais surtout doteront la CCISM d'un fichier d'entreprises fiable suite aux nombreuses mutations constatées au lendemain du passage de l'ouragan Irma en 2017.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/33304/ccism/la-ccism-recense-les-entreprises>

Le Grand Port Maritime de Guyane présente son nouveau plan stratégique 2019-2023

Dans la continuité du projet 2014-2018, le nouveau projet stratégique poursuit plusieurs objectifs. Parmi eux, l'achèvement de la modernisation de la manutention, la poursuite des travaux de réhabilitation et de modernisation des infrastructures, l'accompagnement de l'insertion régionale de la Guyane et des projets industriels en cours.

<http://outremers360.com/economie/le-grand-port-maritime-de-guyane-presente-son-nouveau-plan-strategique-2019-2023/>

Salon des Maires et des Collectivités locales : Orange et la Chambre des Métiers de l'Artisanat de Martinique signent une convention de partenariat digital

Aujourd'hui, sur les 10 000 artisans que compte la chambre consulaire, seuls 37% utilisent le numérique et 87% ont besoin d'accompagnement en termes de numérique. C'est dans ce cadre que ce partenariat avec l'opérateur Orange a été conclu.

<http://outremers360.com/economie/salon-des-maires-et-des-collectivites-locales-orange-et-la-chambre-des-metiers-de-lartisanat-signent-une-convention-de-partenariat-digital/>

Air Caraïbes : l'offre et la flotte renforcées cet hiver

La compagnie aérienne Air Caraïbes a accueilli dans sa flotte un nouvel Airbus A330-200, qui lui permet de renforcer cet hiver les liaisons entre Paris, les Antilles et la République Dominicaine.

<https://www.air-journal.fr/2019-11-18-air-caraibes-loffre-et-la-flotte-renforcees-cet-hiver-5216283.html>

Air Austral va installer le premier centre de simulation de vol pour les pilotes d'A220 à La Réunion

Monsieur Marie-Joseph Malé, Président Directeur Général d'Air Austral, Monsieur Guillaume Branlat, Président du Directoire SA ARRG et Monsieur Eric Renault, Président de SIMAERO, ont signé ce vendredi 15 novembre 2019 un mémorandum d'entente posant les bases du projet dont le début des opérations est prévu d'ici au mois de septembre 2021.

<https://www.air-journal.fr/2019-11-24-air-austral-va-ouvrir-un-centre-de-simulation-de-vol-sur-a220-a-la-reunion-5216428.html>

Polynésie : une formation à la croisière proposée par la CCISM

A l'occasion du salon Seatrade croisière global 2019, la chambre de commerce et d'industrie a rencontré la société Aquila tours, voyageur et formateur canadien. Dans la perspective d'un partenariat professionnel durable, la CCISM propose une première session de formation à Tahiti. Cette formation s'articule autour de trois modules, une conférence Shore Excellence et deux formations : l'une de guide touristique et l'autre plus commerciale, intitulée « Frontline et service clientèle ». La CCISM a reçu une subvention de 4500€ du Pays pour la mise en place de cette opération.

Source : Le Marin

VIE DES PARTENAIRES

Groupe Agence Française de Développement (AFD) et Business France : atelier sur les opportunités d'affaires générées par les financements de l'AFD dans l'océan Indien ainsi qu'en Afrique de l'Est et australe

Organisé le vendredi 22 novembre 2019, au MOCA à Saint-Denis cet événement organisé avec l'appui de la Maison de l'export, de la Région Réunion et du Club Export Réunion, soutenu par le Ministère de l'Outre-mer, portait sur la valorisation de l'expertise de proximité développée par les PME de la France de l'océan Indien auprès des grands groupes français adjudicateurs des marchés sur la zone.

Commentaire FEDOM : Les organisateurs avaient donc ciblé les entreprises réunionnaises et mahoraises à potentiel d'internationalisation et des entreprises hexagonales intervenant dans la zone. En apportant des informations sur la programmation dans la zone de l'AFD et de PROPARCO, sa filiale dédiée au secteur privé, le partenariat entre l'AFD et Business France vise à sensibiliser les entreprises françaises exportatrices aux activités de l'AFD et à mieux repérer les savoir-faire et innovations utiles pour répondre aux défis du développement durable et du changement climatique dans les pays en développement et émergents.

Chaque année, les Marchés publics internationaux (MPI) représentent un volume d'affaires de près de 9000 Mds USD. Ces MPI sont en partie financés par des banques et es agences de développement multilatérales et bilatérales (Banque mondiale, AFD, JICA, BAD, BERD) des organisations internationales (OTAN, ONU et ses agences...) ou des institutions financières comme l'AIIB. Insularité, milieu tropical humide, relief accidenté sont autant de contraintes auxquelles font face les acteurs réunionnais et mahorais.

Pour y répondre, ils ont su développer un savoir-faire reconnu tout en respectant ou en dépassant les standards européens. Les acteurs locaux s'inscrivent sur cette chaîne de valeur, allant de la conception à la réalisation en passant par la fourniture de matériaux biosourcés. Les domaines de la conception et de l'ingénierie du bâti tropical en sont les maillons les plus orientés à l'international. Cet évènement s'inscrivait dans un partenariat stratégique entre les deux agences nationales pour répondre à la « demande de l'expertise France » à l'international des pays partenaires.

Mayotte : Le développement de la commune de Bandrélé se poursuit avec une convention de financement avec l'AFD

La commune vient de signer une convention de prêt d'un montant de 1.6 millions d'euros. Ce prêt permettra à la commune de Bandrélé d'assurer le préfinancement des subventions de l'État et de l'Union Européenne pour quatre projets en cours de réalisation : l'aménagement de Musicale plage, la voirie communale, la sécurisation hydraulique du groupe scolaire de Hamouro et l'espace multi-sports de Hamouro.

<http://www.linfokwezi.fr/le-developpement-de-la-commune-de-bandrele-se-poursuit-convention-de-financement-avec-lafd/>

Mayotte : un partenariat entre le RSMA et le rectorat



Le Régiment du service militaire adapté (RSMA) et le rectorat de Mayotte ont signé un rapprochement inédit avec un objectif commun : lutter contre le décrochage scolaire et mutualiser leurs moyens pour former toujours plus de jeunes dans des secteurs qui recrutent.

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/11/20/mariage-de-raison-entre-le-rsma-et-le-rectorat/>

Polynésie : trois emprunts de 28 millions d'euros contractés avec l'AFD

Le Vice-président de la Polynésie française, **Teva Rohfritsch**, a signé avec **Bertrand Willocquet**, directeur du département « 3 océans » de l'AFD, trois conventions de crédit au titre du financement des investissements du Pays pour l'exercice 2019, pour un montant de 28 millions d'euros avec des taux d'intérêt allant de 0% à 1,31% en fonction du type d'opération financée. Ainsi, les projets d'investissements dans les secteurs de la transition énergétique, de la biodiversité, de l'adaptation au changement climatique et aux catastrophes naturelles peuvent bénéficier de financement à taux zéro. Les projets bénéficiant aux secteurs de la santé, et de l'éducation sont, quant à eux, financés au taux de 0,48%.

<http://outremers360.com/economie/polynesie-trois-emprunts-de-28-millions-deuros-contractes-avec-lafd/>

BREVES

La Réunion : une centrale photovoltaïque installée sur le toit de l'aéroport Roland Garros

L'aéroport Roland Garros se met sur la voie de l'autonomie énergétique. Une centrale photovoltaïque est en cours d'installation ; elle produira de l'électricité solaire pour couvrir une partie de ses besoins. "La centrale couvrira une surface de près de 3000 m² du hall public », explique **Esteban Payet**, chargé de mission énergie-climat à l'aéroport Roland Garros. « Ce projet nous permettra de produire l'équivalent de 10% de notre consommation et celles des bâtiments annexes".

<https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/centrale-photovoltaïque-installee-toit-aeroport-roland-garros-773395.html>

Le cocotier pour réduire le plastique : le projet de l'association Mala'evaka de Wallis

La feuille de cocotier en tant qu'alternative au sac plastique s'est fait une petite place dans certains commerces de Wallis. L'initiative de l'association Malaevaka o Matautu est née en 2018 et elle compte se poursuivre avec la plantation d'une cocoteraie d'ici 2020. En un an, l'association a livré plus de 2000 paniers locaux au seul commerce de Wallis qui a adhéré au dispositif.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/cocotier-reduire-plastique-projet-association-mala-evaka-wallis-773521.html>

Découvrez les lauréats du concours Innovation Outre-mer

Parmi les 22 entrepreneurs ultramarins finalistes, huit se sont vu remettre un prix et bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour mener à bien leurs projets. Le concours est divisé en huit catégories

d'innovations : innovation mobile, innovation sociale, E-commerce/Service, green business et industrie, santé, start, sport et business et « Trajectoire 5.0 ».

<https://la1ere.francetvinfo.fr/decouvrez-laureats-du-concours-innovation-outre-mer-773807.html>

Polynésie française : un campus des métiers de la mer à Arue en 2020

A partir de la fin de l'année prochaine, le campus Ahutoru des métiers de l'économie bleue prévoit d'offrir une carte de formations couvrant l'ensemble du périmètre des métiers de la mer. A ce titre, il est envisagé d'y accueillir à terme des élèves après la 3e pour des cursus de formations de niveau BEP jusqu'au niveau BAC+2. Ce centre prévoit également de mettre en place des formations décentralisées et de manière régulière dans les archipels.

https://www.tahiti-infos.com/Un-campus-des-metiers-de-la-mer-a-Arue-en-2020_a186849.html

La Fondation de France a engagé 9,32 M€ de dons à Saint-Martin

A fin août de cette année, 9 323 690 millions d'euros ont été reversés à 39 associations dont plus de la moitié implantées localement, pour financer 51 projets à Saint-Martin, soit 61,5 % de la totalité des dons des Français. Les projets sont classés en cinq catégories : aide aux sinistrés, relance économique, réhabilitation/reconstruction, éducation/culture, environnement.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/33319/d%C3%A9cryptage/la-fondation-de-france-engag%C3%A9-932-m%E2%82%AC-de-dons-%C3%A0-saint-martin>

7.5 % des locaux raccordés à la fibre optique à Saint-Martin

En d'autres termes, il y avait 1 339 logements et locaux à usage professionnel desservis par une « ligne en fibre optique jusqu'à l'abonné » au 30 juin 2019. Cela représente une couverture du nombre de logements et locaux professionnels de quelque 7.5 % ; en outre-mer 36 % des locaux sont raccordés à la fibre.

<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/33291/tic/75-des-locaux-raccord%C3%A9s-%C3%A0-la-fibre-optique-%C3%A0-saint-martin>

L'appel d'offre pour l'aéroport de Faa'a est lancé

L'avis d'appel public à la concurrence pour la concession de l'aéroport de Tahiti-Faa'a a été publié au Journal officiel de la Polynésie française par le ministère en charge des Transports et la direction générale de l'Aviation civile à Paris. Dans le détail, le marché porte sur le « *développement, l'entretien, renouvellement et l'exploitation des terrains, ouvrages, bâtiments, installations, matériels, réseaux et services de l'aérodrome de Tahiti-Faa'a* ».

https://www.tahiti-infos.com/L-appel-d-offre-pour-l-aeroport-est-lance_a186690.html

L'accès aux droits est plus difficile en outre-mer qu'en métropole, selon le Défenseur des droits

« On a le sentiment qu'à beaucoup d'égards les habitants d'outre-mer n'ont pas le même accès aux droits ou ont un accès aux droits inférieur à ce qui existe en métropole ». C'est la situation qu'a déplorée jeudi le Défenseur des droits, Jacques Toubon, devant la délégation sénatoriale aux Outre-mer, soulignant les situations particulières de la Guyane et de Mayotte. Jacques Toubon a pris en exemple la dématérialisation des formalités administratives, rendue plus compliquée en outre-mer « où l'accès à un abonnement à Internet est beaucoup plus cher (40 % de plus aux Antilles par exemple) ».

<https://www.20minutes.fr/societe/2657187-20191121-acces-droits-plus-difficile-outre-mer-metropole-selon-defenseur-droits>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 19.11.2019

Arrêté du 15 novembre 2019 portant cessation de fonctions de Monsieur **Thomas DEGOS** au cabinet de la ministre des outre-mer

JO du 20.11.2019

Arrêté du 13 novembre 2019 portant nomination au conseil de surveillance du grand port maritime de la **Martinique**

JO du 21.11.2019

Arrêté du 12 novembre 2019 fixant la forme, les conditions d'établissement et d'apurement du titre justificatif des exportations effectuées par les voyageurs résidant dans un pays tiers à l'Union européenne ou dans une collectivité d'outre-mer de la République

Avis relatif à l'élargissement d'accords territoriaux (Alsace, Auvergne, Basse-Normandie, Bourgogne, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, **Guadeloupe, Guyane**, Haute-Normandie, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord - Pas-de-Calais, Provence-Alpes-Côtes d'Azur, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment

Avis relatif à l'élargissement d'accords territoriaux (Aquitaine, Centre et **île de La Réunion**) conclus dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment

Avis relatif à l'ouverture d'une procédure nationale d'opposition pour la demande de modification du cahier des charges relatif à la dénomination « **Vanille de l'île de la Réunion** »

Décret du 20 novembre 2019 portant nomination d'une ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de la communauté du Pacifique et du Programme régional océanien de l'environnement - Mme de **CARNÉ de TRÉCESSON de COËTLOGON** (Marine)



Arrêté du 20 novembre 2019 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en **Nouvelle-Calédonie**

Arrêté du 20 novembre 2019 portant nomination du directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en **Nouvelle-Calédonie**

JO du 22.11.2019

Arrêté du 18 novembre 2019 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2008 fixant la liste et la localisation des emplois d'agent principal des services techniques du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Décision n° 2019-561 du 6 novembre 2019 abrogeant l'annexe V de la décision n° 2009-24 du 12 janvier 2009 autorisant la SAS Radio Caraïbes International Martinique à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé RCI **Martinique**

Décision n° 2019-562 du 6 novembre 2019 abrogeant les annexes I et IV de la décision n° 2009-25 du 12 janvier 2009 autorisant la SARL Nord Communication à exploiter un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé **NRJ Antilles**

JO du 23.11.2019

Décret n° 2019-1217 du 21 novembre 2019 relatif à la mise en œuvre de travaux d'intérêt général par les institutions coutumières et de droit coutumier de la **Nouvelle-Calédonie**

Décret n° 2019-1219 du 21 novembre 2019 établissant les limites extérieures de la mer territoriale et de la zone économique exclusive au large de la **Guyane**

JO du 24.11.2019

Arrêté du 22 novembre 2019 relatif au financement du régime de protection sociale des travailleurs indépendants agricoles en **Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin** pour l'année 2019